

Commission paritaire de l'industrie  
du papier et du carton

**MESURES VISANT A PROMOUVOIR L'EMPLOI ET LA FORMATION ET  
REGLEMENTATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES**

Convention collective de travail du 07 septembre 2007

**CHAPITRE 1**

**Champ d'application**

**Article 1** - La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises relevant de la commission paritaire de la transformation du papier et du carton.

**CHAPITRE 2**

**Groupes à risques**

**Article 2** - Ce chapitre est conclu en application de :

- o Titre XIII, chapitre VIII, section 1 de la loi portant des dispositions diverses du 27 décembre 2006 ;
- o Article 4§2 de la loi du 19 juillet 1983 relative à l'apprentissage industriel pour les professions exercées par les travailleurs salariés ;
- o L'article 30 de la loi relative au pacte de solidarité entre les générations du 23 décembre 2005 - comme modifié par l'article 24 de la loi du 17 mai 2007 portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2007-2008 - et son exécution.

**Article 3** - Les personnes appartenant aux groupes à risque sont les suivantes :

1) le chômeur de longue durée :

- le demandeur d'emploi qui, pendant **les six mois** qui précèdent son engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine ;
- le demandeur d'emploi qui, pendant **les six mois** qui précèdent son engagement, a travaillé uniquement à temps partiel pour échapper au chômage et/ou comme intérimaire ;

- 2) le chômeur à qualification réduite :

le demandeur d'emploi de plus de 18 ans qui n'est titulaire :

- ni d'un diplôme de l'enseignement universitaire ;
- ni d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur technique de type long ou de type court ;
- ni d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur technique ;

REGISTRATION-DEPOT  
25-09-2007

REGISTR.-ENREGISTR.  
16-10-2007

NR.  
N°

85.232 / 6/136

3) le chômeur handicapé :

le demandeur d'emploi handicapé qui, au moment de son engagement, est enregistré au Fonds national de reclassement social des handicapés ;

4) le jeune à scolarité obligatoire partielle :

le demandeur d'emploi âgé de moins de 18 ans qui est encore soumis à l'obligation scolaire et qui ne poursuit plus l'enseignement secondaire de plein exercice ;

5) la personne qui réintègre le marché de l'emploi :

le demandeur d'emploi qui remplit simultanément les conditions suivantes :

- ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations d'interruption de carrière au cours de la période de **trois ans** qui précède son engagement ;
- ne pas avoir exercé une activité professionnelle au cours de la période de **trois ans** qui précède son engagement ;
- avoir, avant la période de trois ans visée aux deux points précédents, interrompu son activité professionnelle, ou n'avoir jamais commencé une telle activité ;

6) le bénéficiaire du minimum de moyens d'existence :

le demandeur d'emploi qui, au moment de son engagement, bénéficie du minimum de moyens d'existence ;

7) le chômeur âgé :

le demandeur d'emploi âgé de 50 ans et plus ;

8) le chômeur du plan d'accompagnement :

le demandeur d'emploi ayant suivi le plan d'accompagnement ;

9) le travailleur à qualification réduite :

le travailleur qui n'est titulaire :

- ni d'un diplôme de l'enseignement universitaire ;
- ni d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur technique de type long ou de type court ;
- ni d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur technique ;

10) le travailleur à qualification inadéquate ou insuffisante :

- le travailleur qui doit être réorienté vers une autre fonction ;
- le travailleur dont la qualification est devenue insuffisante ou inadéquate suite à l'évolution technologique.

**Article 4** - Le comité de gestion du Fonds de sécurité d'existence est chargé de l'élaboration du règlement pour l'application pratique de ces mesures.

## CHAPITRE 3

### Formation

**Article 5 §1** - Chaque entreprise réservera 0,6% du temps de travail effectif pour la formation en 2007. Ce pourcentage s'élèvera en 2008 à 0,7% du temps de travail effectif. L'évaluation de la réalisation de cet objectif se fera en conseil d'entreprise ou à défaut en délégation syndicale.

Si aucun de ces organes n'existe dans l'entreprise, l'évaluation se fera sur base des données reprises dans le bilan social.

Afin que cette évaluation soit réalisée de façon univoque, un groupe de travail réuni au sein de la commission paritaire élaborera un système d'évaluation.

**Article 5 §2** - En outre, 25% de la formation pourra avoir lieu en dehors du temps de travail<sup>1</sup>. Ces heures de formation seront payées aux ouvriers et ouvrières sur base du salaire normal.

## CHAPITRE 4

### Divers

**Article 6** - Les parties signataires conviennent de favoriser le travail à temps partiel sur base volontaire quand l'organisation du travail le permet.

**Article 7** - L'occupation d'ouvriers et d'ouvrières dans le cadre de l'activation des allocations de chômage n'est possible qu'après consultation de la délégation syndicale et présentation de la proposition au Président de la commission paritaire, qui la transmettra aux organisations représentées en commission paritaire.

En cas d'absence de réaction négative dans les 10 jours suivant l'envoi, la proposition est acceptée.

**Article 8 §1** - En application de l'article 26 bis, § 2 bis, de la loi sur le travail du 16 mars 1971, les heures supplémentaires qui sont effectuées dans le courant d'un trimestre et qui, pour des raisons inhérentes à l'organisation du travail, ne peuvent pas être récupérées

---

<sup>1</sup> En pratique, les modalités d'application se négocient en Conseil d'entreprise ou à défaut en délégation syndicale.

↓

dans le courant du trimestre suivant, entrent en ligne de compte pour être payées après constatation par la délégation syndicale d'un commun accord avec le travailleur concerné. Il s'agit d'heures supplémentaires, prestées pour raison de surcroît extraordinaire de travail ou de nécessité imprévue, cas pour lesquels la loi prescrit une procédure spécifique.

**Article 8 §2** - La possibilité existe désormais, là où la situation l'exige, de passer de 65 à 130 heures supplémentaires via une convention conclue au niveau de l'entreprise<sup>1</sup>. Cette extension sera soumise, conformément à la législation en vigueur, en Commission paritaire. Les négociations ne peuvent pas mener à de nouvelles augmentations salariales pendant la période de validité de la présente convention. En cas de difficultés, de blocage, le problème devra être tranché au sein de la commission paritaire.

## CHAPITRE 5

### Dispositions finales

**Article 9-** La présente convention collective de travail annule et remplace la convention collective du 25 mai 2007 portant le même titre ; elle est conclue pour une durée de deux ans et entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et cesse de l'être le 31 décembre 2008.

---

<sup>1</sup> Dans les entreprises qui ne disposent d'une délégation syndicale, cela se fait par inscription dans le règlement de travail

**MAATREGELEN TOT BEVORDERING VAN DE  
WERKGELEGENHEID EN DE VORMING EN REGELING VAN DE OVERUREN**

Collectieve arbeidsovereenkomst van ~~25 mei~~ 2007

**HOOFDSTUK 1**

**Toepassingsgebied**

**Artikel 1** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeidsters en arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen welke onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de papier- en kartonbewerking ressorteren.

**HOOFDSTUK 2**

**Risicogroepen**

**Artikel 2** - Artikel 2. Dit hoofdstuk wordt gesloten in toepassing van:

- Titel XIII, hoofdstuk VIII, afdeling 1 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen;
- Artikel 4, § 2, van de wet van 19 juli 1983 betreffende het industrieel leerwezen voor beroepen die door loontrekkenden uitgeoefend worden;

Artikel 30 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, gewijzigd door artikel 24 van de wet van 17 mei 2007 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2007-2008 et zijn uitvoeringsbesluiten.

**Artikel 3** - Volgende personen behoren tot de risicogroepen :

1) de langdurige werkloze :

- de werkzoekende die gedurende **de zes maanden** die aan zijn indienstneming voorafgaan, zonder onderbreking werkloosheids- of wachttuitkeringen heeft genoten voor alle dagen van de week ;
- de werkzoekende die, gedurende **de zes maanden** die aan zijn indienstneming voorafgaan, uitsluitend deeltijds heeft gewerkt om aan de werkloosheid te ontkomen en/of als interimair ;

2) de laaggeschoolde werkloze :

de werkzoekende van meer dan 18 jaar die geen houder is van :

NEERLEGGING-DÉPÔT  
25-09-2007

REGISTR.-ENREGISTR.  
16-10-2007

NR. 85.232 / 6/136  
N°

- ofwel een universitair diploma ;
- ofwel een diploma of een getuigschrift van het hoger technisch onderwijs van het lange of het korte type ;
- ofwel een getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs ;

3) de gehandicapte werkloze :

de werkzoekende die, op het ogenblik van zijn indienstneming, bij één der Fondsen voor de sociale integratie van de mindervalide personen is ingeschreven ;

4) de deeltijds leerplichtige :

de werkzoekende van minder dan 18 jaar die nog onder de leerplicht valt en die het secundair onderwijs met volledig leerplan niet meer volgt ;

5) de herintreder :

de werkzoekende die tegelijk aan de volgende voorwaarden voldoet :

- geen werkloosheidsuitkeringen of loopbaanonderbrekingsuitkering hebben genoten gedurende de periode van **drie jaar** die zijn indienstneming •voorafgaat;
- geen beroepsactiviteit hebben uitgeoefend gedurende de periode van **drie jaar** die zijn indienstneming voorafgaat ;
- voor de periode van drie jaar, bedoeld in de twee vorige punten, zijn beroepsactiviteit hebben onderbroken, ofwel nooit een dergelijke activiteit begonnen zijn;

6) de bestaansminimumtrekker :

de werkzoekende die op het ogenblik van zijn indienstneming het bestaansminimum ontvangt ;

7) de oudere werkloze :

de werkzoekende van 50 jaar en ouder ;

8) de werkloze uit een begeleidingsplan :

de werkzoekende die een begeleidingsplan heeft gevolgd ;

9) de laaggeschoolde werknemer :

de werknemer of werkneemster die geen houder is van :

- ofwel een universitair diploma ;
- ofwel een diploma of getuigschrift van het hoger technisch onderwijs van het lange of het korte type ;
- ofwel een getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs ;

10) de werknemer of werkneemster met een onaangepaste of een ontoereikende beroepsbekwaamheid :

- de werknemer of werkneemster die naar een andere functie moet worden geheroriënteerd
- de werknemer of werkneemster waarvan de beroepsbekwaamheid onaangepast of ontoereikend is geworden tengevolge van de technische evolutie.

**Artikel 4** - Het beheerscomité van het Fonds voor bestaanszekerheid is belast met het opstellen van het reglement voor de praktische toepassing van deze maatregelen.

### HOOFDSTUK 3

#### Vorming

**Artikel 5 § 1** - In 2007 zal elke onderneming 0,6 % van de werkelijke arbeidstijd voorbehouden voor vorming en opleiding. In 2008 wordt dit opgetrokken tot 0,7 % van de werkelijke arbeidstijd. De evaluatie van de realisatie van dit objectief zal gebeuren door de ondernemingsraad of bij ontstentenis door de syndicale afvaardiging.

Als geen van deze organen binnen de onderneming bestaat, zal de evaluatie gebeuren op basis van de gegevens die opgenomen zijn in de sociale balans.

Teneinde de evaluatie op een eenduidige manier te laten verlopen, zal een evaluatiesysteem worden uitgewerkt door een werkgroep, samengesteld in de schoot van het paritair comité.

§ 2 - 25 % van de vorming kan buiten de werkuren worden georganiseerd<sup>1</sup>. Deze vormingsuren zullen aan de arbeiders en arbeidsters worden betaald tegen het gewone loon.

### HOOFDSTUK 4

#### Diversen

**Artikel 6** - Ondertekenende partijen komen overeen de deeltijdse arbeid op vrijwillige basis aan te moedigen wanneer de arbeidsorganisatie zulks toelaat.

**Artikel 7** - De tewerkstelling van arbeiders en arbeidsters in het kader van de activering van de werkloosheidsuitkeringen is enkel mogelijk na raadpleging van de vakbondsafvaardiging en voorlegging van het voorstel aan de Voorzitter van het paritair comité die het zal overmaken aan de organisaties vertegenwoordigd in het paritair comité.

---

<sup>1</sup> De praktische invulling geschiedt in de Ondernemingsraad of bij ontstentenis ervan in de syndicale delegatie

Indien er binnen de 10 dagen na verzending geen negatieve reactie komt, is het voorstel aanvaard.

**Artikel 8 § 1-** In toepassing van artikel 26 bis, §2 van de arbeidswet van 16 maart 1971, komen de overuren die in de loop van een kwartaal werden gepresteerd en om redenen inherent aan de arbeidsorganisatie, niet kunnen worden gerecupereerd in de loop van het daaropvolgend kwartaal, in aanmerking voor uitbetaling na vaststelling door de vakbondsafvaardiging en in gemeenschappelijk akkoord met de betrokken werknemer. Expliciet betreft het overuren gepresteerd wegens buitengewone vermeerdering van het werk of onvoorziene noodzakelijkheid, gevallen waarvoor de wet een specifieke procedure bepaalt.

§ 2 - Daar waar noodzakelijk, kan in een ondernemingsovereenkomst de uitbreiding van 65 naar 130 overuren worden gemaakt<sup>1</sup>. Deze uitbreiding wordt, conform de geldende wetgeving, voorgelegd aan het Paritair Comité.

Deze onderhandelingen mogen geen aanleiding geven tot nieuwe loonsverhogingen tijdens de duurtijd van de huidige CAO.

Bij moeilijkheden of blokkering, zal het probleem beslecht worden door het paritair comité

## HOOFDSTUK 5

### Slotbepalingen

**Artikel 9** - Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft op en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 mei 2007 met dezelfde titel; zij wordt gesloten voor een duur van twee jaar en treedt in werking op 1 januari 2007 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2008.

---

<sup>1</sup> In ondernemingen waar geen syndicale delegatie is, gebeurt dit door inschrijving in het arbeidsreglement